COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 8 MARS 1980 | N° 60 | PRIX : Antilles 2F France 3F

Editorial

DIJOUD SEME LE VENT !

Dijoud vient de tenir les propos les plus menaçants qu'un ministre des colonies ait tenus depuis bien longtemps. Il avertit : les manifestations, les grèves, les «troubles» divers (ou qualifiés comme tels) de l'ordre public seront sévèrement réprimés. Il n'est pas question de remettre en cause le statut politique des Antilles. Il n'est plus question de doucereuses paroles, des mielleux propos de ces dernières années. Non, Dijoud nous le dit tout de go : si c'est nécessaire, la Martinique et la Guadeloupe resteront françaises par la force !

Et on nous promet une recrudescence de la répression pour faire «respecter l'ordre public». Les travailleurs savent ce que veulent dire ces propos. Les ouvriers, les jeunes tombés lors des grèves ou des manifestations sur le macadam du Lorrain, du François, de Fort-de-France ou de Pointe-à-Pitre sont autant de témoins de la violence coloniale.

Mais que peut signifier encore le discours menaçant de Dijoud ? Apparemment, il ne se passe en Martinique, ni en Guadeloupe rien qui pourrait pousser un ministre des colonies à tenir un tel langage. M. Dijoud sent-il alors monter un mouvement de colère dans la population ? Veut-il prévenir un tel mouvement ? Sait-il si bien que la politique de son gouvernement ne peut que susciter la colère comme lors de l'affaire des fonctionnaires ?

Veut-il rassurer ses mandants, tous ces privilègiés pour qui la protection de la police et de la justice coloniales sont nécessaires pour extorquer aux travailleurs leurs profits et maintenir leur insolente richesse face aux populations pauvres, notamment les masses misérables des campagnes. Celles qui hier encore manifestaient dans les rues de Trinité ou de Morne-à-l'Eau.

Dijoud a bien raison de réagir à toutes ces raisons. Car elles sont en fait toutes présentes à des degrés divers dans la situation. Oui, les jeunes sont mécontents du racisme de plus en plus ouvert qu'ils rencontrent ici même aux Antilles. Ils en ont assez des violences exercées par les gendarmes et autres polices. Les ouvriers en ont assez de vivre mal avec des salaires trop bas alors que toutes les sociétés - françaises la plupart - annoncent des bénéfices importants. Les populations des campagnes sont profondément mécontentes. Avec l'accroissement du chômage dans les bananeraies, c'est la misère dans les campagnes. Et la colère n'est pas loin.

Le discours de Dijoud n'a suscité ni crainte, ni laissé indifférent. Beaucoup aujourd'hui réflechissent à comment lui faire rentrer ses discours dans la gorge.

DIJOUD ET SON ETAT PROTEGENT LES RACISTES !

Protègeons-nous de l'état et des racistes !

Ripostons du tac au tac aux violences racistes !



PROVOCATION RACISTE A LA SOCALTRA

DEUX CHEFS FRANÇAIS RACISTES ATTAQUENT UN OUVRIER MARTINIQUAIS ET VEULENT LE LICENCIER

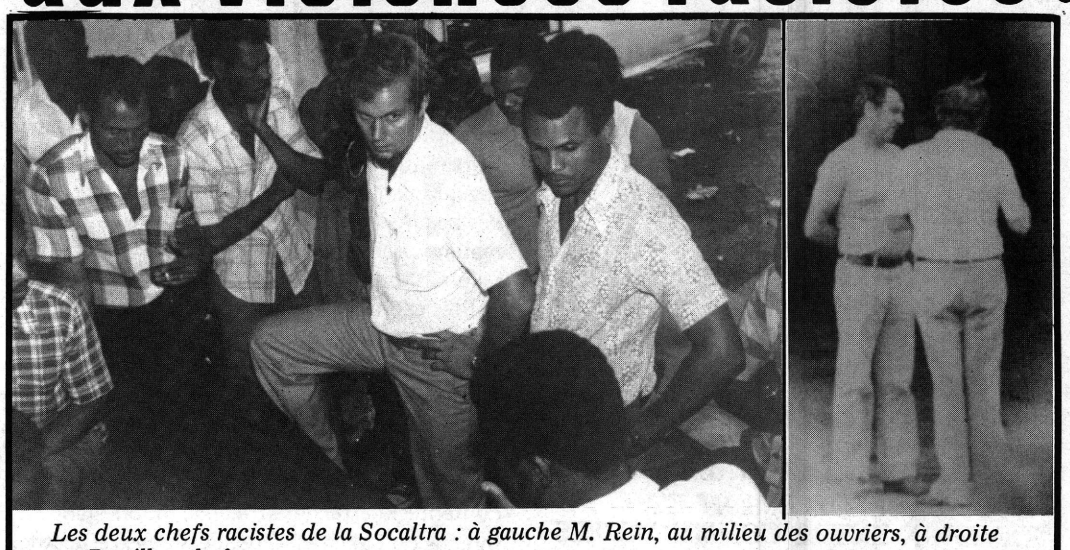
A la SOCALTRA, entreprise de Métallurgie de la Zone Industrielle du Lamentin, des faits révoltants se sont déroulés dans l'après-midi du vendredi 29 février. Le directeur de l'entreprise, un Français raciste du nom de Rein, et le chef d'atelier un autre Français raciste du nom de Rouillon, ont convoqué à leur bureau un travailleur martiniquais, secrétaire du syndicat de l'entreprise et l'ont accusé faussement de faire du travail «noir». Devant les dénégations de l'ouvrier, ces 2 messieurs ont tenté de l'empêcher de soritr du bureau et pour cela, le dénommé Rouillon l'a menacé de coups de poing ! Il aura fallu que le secrétaire du syndicat alerte par ses cris les autres ouvriers pour qu'on le laisse sortir !

Mais ce n'est pas tout : après les fausses accusations, la tentative de séquestration et de coups voilà que Rein et Rouillon veulent sanctionner le travailleur, car ils l'accusent d'avoir frappé le chef d'atelier alors qu'il ne faisait que se débattre pour sortir du bureau de la direction !

Voilà donc les agressions contre la dignité qui sont commises à la SOCALTRA. Cette entreprise qui appartient au trust Creusot-Loire du baron Empain et dans laquelle Giscard lui-même a des intérêts, a un comportement raciste de A jusqu'à Z.

Dans cette entreprise, tous les chefs sont des Français ! N'est-ce pas là du racisme ? Le moindre chef touche 3 fois plus que la paye d'un ouvrier qualifié avec des avantages en nature (comme logement et auto) gratuits ! N'est ce pas là du racisme ? Mais ces messieurs ne se contentent pas de surexploiter les travailleurs aux Antilles. Ils voudraient encore avoir une main d'œuvre docile, qui se laisse pressurer sans dire un mot, bref, avoir en 1980 des esclaves comme il y a 2 siècles ! C'est ce que refusent les travailleurs de la SOCALTRA qui se sont organisés et se battent quotidiennement

Suite page 4



Les deux chefs racistes de la Socaltra : à gauche M. Rein, au milieu des ouvriers, à droite M. Rouillon de face.

CONTRE UNE PROVOCATION RACISTE LA METALLURGIE EN GREVE

Depuis le lundi 3 mars, les travailleurs de la métallurgie de la Martinique sont en lutte contre l'arbitraire patronal et la provocation raciste montée par la direction de la SOCALTRA contre un ouvrier combatif, par ailleurs responsable syndical et qui sympathise avec nos idées.

D'ailleurs dès qu'ils ont eu connaissance du coup monté contre ce camarade, les travailleurs de la SOCALTRA prirent fait et cause pour lui. et finalement, Rein, le patron raciste qui avait déjà pris la décision de licencier sur le champ l'ouvrier dut faire machine arrière.

Le lundi matin, c'est l'ensemble du personnel de la SOCALTRA, soit près d'une centaine de personnes qui allèrent exiger le retrait de toute sanction ! En réponse, Rein fit afficher un papier dans lequel il infligeait une mise à pied de 8 jours à ce camarade. Aussitôt, les travailleurs se sont mis en grève et sont allés faire de la propagande auprès des autres entreprises de la métallurgie afin de les informer de leur grève. Au fur et à mesure, toutes les entreprises averties débrayaient : Carnier, Diartey, Metal Sydney, ainsi que les entreprises du Bassin de Radoub. A Fort-de-France, une délégation de plusieurs dizaines de métallos allèrent à l'Inspection du Travail, puisque Rein, pour justifier sa sanction, affirmait avoir eu l'accord de l'Inspecteur du Travail.

Devant les ouvriers en colère, l'Inspecteur affirma qu'il n'avait donné nul accord

Suite page 4

BAIMBRIDGE : LES ELEVEVES ONT SU SE FAIRE ENTENDRE !

Voir notre article en page 2

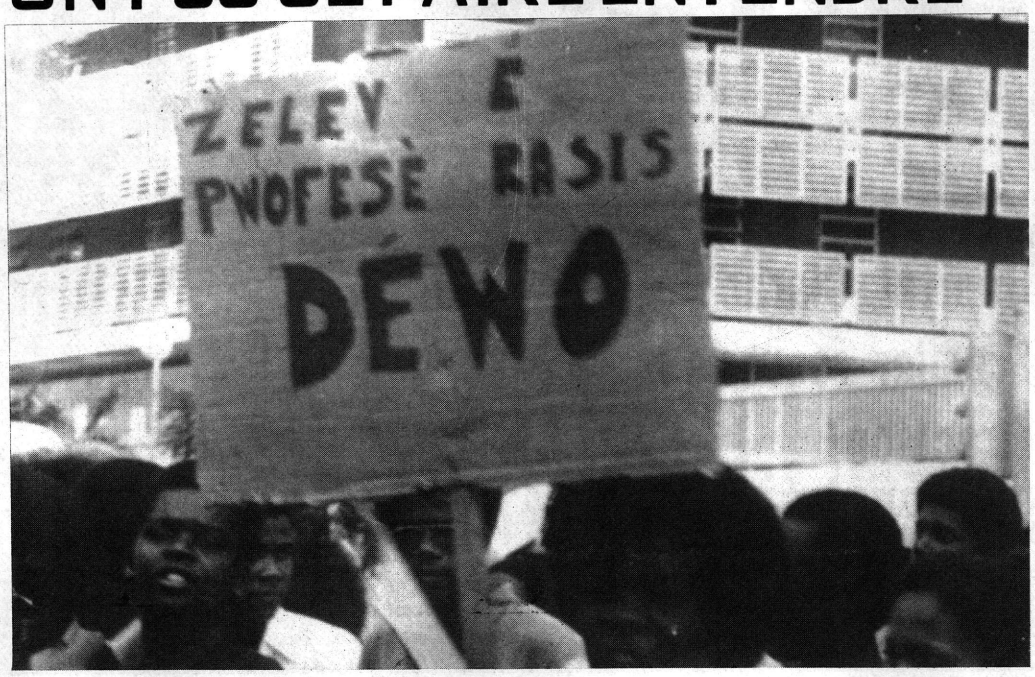
BAIMBRIDGE : LES ELEVES ONT SU SE FAIRE ENTENDRE

Il faut croire que la peur avait gagné l'administration rectorale, la semaine dernière. Mercredi 27, en effet, un communiqué annonçait la fermeture des établissements scolaires de Baimbridge en raison de la soi-disant préparation de «graves incidents» et de «provocations» qui devaient, nous disait-on, être organisés par les élèves. En même temps, le communiqué recommandait aux élèves et aux personnes étrangères au lycée d'éviter les abords de la cité scolaire de Baimbridge.

Le communiqué eut au moins le mérite d'annoncer à toute la population guadeloupéenne qu'il devait se passer quelque chose à Baimbridge, et tout un chacun de se poser des questions, de demander, de s'inquiéter au sujet de ces fameux «évènements de Baimbridge». . ! Que se passait-il en réalité ?

Un groupe de lycéens avait décidé de commémorer les évènements de février de l'année dernière au cours desquels de violentes bagarres avaient mis aux prises des élèves blancs racistes aux élèves guadeloupéens, ces derniers repoussant avec la violence et la colère qui se devaient une attaque raciste préparée et bien organisée. La direction de l'établissement ainsi que le rectorat, paniqués à l'idée d'un meeting des élèves qui devait se dérouler dans le lycée et peut être d'une grève de 24 heures, ont préféré fermer l'établissement. Ce faisant, ils pensaient dénaturer la journée préparée par les élèves et étouffer le mouvement dans l'œuf. En fait, ils ne lui donnèrent que plus d'ampleur par la publicité que lui fit le communiqué radio-télévisé sur deux jours.

Les élèves, loin de se laisser intimider organisèrent à la maison des jeunes de Pointe-à-Pitre une journée de débats et de discussions autour des évènements de l'année dernière, à l'appel de l'UNEEG,(Union Nationale des Etudiants et Elèves Guadeloupéens),organisation nationaliste. Le lendemain, dès l'ouverture des deux lycées, les élèves de l'UNEEG et ceux du Comité Lycéen Révolutionnaire (groupe ne partageant pas les idées nationalistes) rassemblèrent les élèves. Un meeting tenu par l'UNEEG rassembla pendant une heure environ un bon nombre d'élèves qui firent la grève pendant la matinée du vendredi. De leurs côtés, les élèves regroupés autour du Comité Lycéen Révolutionnaire appelèrent l'ensemble de leurs camarades de classe à la grève des cours et tinrent deux meetings : un le matin à 9h30 dans la cour et un autre l'après-midi sous le gymnase.



Manifestation contre les racistes en février 1979

Par ces mouvements, les élèves entendaient protester contre la fermeture de l'établissement la veille et contre le fait que l'administration avait voulu leur ôter tout droit de manifester et de s'exprimer dans leur établissement, et surtout de commémorer la journée de lutte de l'année dernière. Car, pour les élèves, cette journée revêt une importance particulière: En effet, face aux attaques racistes, ils avaient prouvé qu'ils pouvaient riposter comme il fallait en répondant coup pour coup à l'offensive dont ils avaient été victimes, ils avaient prouvé leur capacité à s'organiser et avaient brandi bien haut le drapeau de leur dignité bafouée.

Et cette année, malgré les manœuvres de l'administration, les élèves ont pu parvenir à leur but : rappeler l'importance de cette journée pour eux.

En fin de compte, les embûches que l'administration rectorale voulait tendre aux élèves se sont retournées contre elle, car au lieu d'une journée de commémoration, il y en a eut deux : une à l'extérieur du lycée, et une autre, le lendemain,à l'intérieur.

P.J.C.

COUP D'ETAT MILITAIRE AU SURINAM

Un coup d'état militaire a eu lieu à Surinam (ex-Guyane Hollandaise) le 25 février. L'armée s'est emparée du pouvoir en renversant le gouvernement de M. Henck Arron. Celui-ci,premier ministre,dirigeait le gouvernement depuis l'indépendance de Surinam en 1975.

L'opposition qui se manifeste contre le gouvernement de M. Henck Arron apparaissait non seulement au sein de milieux politiques mais aussi au sein de l'armée. Deux officiers qui dirigeaient la rebellion militaire avaient été arrêtés en janvier 1980. C'est à la veille du jugement de ces deux officiers, jugement qui devait avoir lieu le 26 février, que l'armée a pris le pouvoir.

L' HERITAGE COLONIAL : SOUS DEVELOPPEMENT ET DIVISION ENTRE COMMUNAUTES

Le Surinam a des frontières avec la Guyane Française, la Guyana et le Brésil. Sur plus de 160.000 km^2 vivent environ 450.000 habitants, pour la plupart venus d'Asie et d'Afrique depuis les colonies que les Pays-Bas possédaient dans ces parties du monde (Inde, Indonésie et comptoirs africains). Il faut mentionner aussi une forte émigration : 140.000 Surinamiens vivent aux Pays-Bas, alors que le Surinam est lui-même très peu peuplé. Cette émigration importante s'explique par le fait que l'ancienne métropole s'est contentée de piller sa colonie, se gardant bien d'y initier un quelconque développement économique qui ne soit totalement à son profit.

Le Produit Intérieur Brut par habitant du Surinam est égal à 1/5 de celui de la France et à la moitié de celui de la Guadeloupe et de la Martinique. Pourtant ce ne sont pas les ressources qui manquent, et le Surinam exporte du riz, des bananes, du sucre, et aussi de la bauxite, matière première avec laquelle on fabrique de l'aluminium. C'est donc un pays riche de potentialités économiques, mais sur lequel les capitalistes néerlandais et américains ont la haute main.

En plus des graves problèmes économiques et sociaux que connait ce pays, il faut ajouter l'extrême division de la population selon des critères raciaux. Car les colonisateurs ne se sont pas contentés d'arracher africains, indonésiens, indiens ou pakistanais de leurs pays respectifs. Ils les ont opposés les uns aux autres, de telle manière qu'aujourd'hui encore, chaque parti politique recoupe plus ou moins exactement une communauté particulière. C'est donc un sac de nœuds qu'a légué le colonialisme aux habitants du Surinam.

L'ARMEE AU POUVOIR REPRESENTE LA PETITE BOURGEOISIE NATIONALISTE

Devant l'incapacité du gouvernement à faire face aux problèmes posés à ce pays sous-développé qu'est le Surinam, la seule forme d'opposition qui a pu s'exprimer fut la rebellion militaire. L'armée comme dans beaucoup de pays pauvres est la seule forme d'organisation qui persiste en l'absence de toute forme de vie politique démocratique.

En son sein se réfugie aussi une fraction de la petite-bourgeoisie. Celle-ci est alors souvent le véhicule des idées nationalistes radicales au sein de l'armée. Les militaires de Surinam - des sergents - refont ce que d'autres militaires animés d'intentions plus ou moins nationalistes ont fait avant eux dans d'autres pays du Tiers-Monde.

Le coup d'état aurait suscité des manifestations d'enthousiasme parmi certains travailleurs surinamien vivant en exil en Hollande. Car ils y voient peut-être ce qui n'y est pas.

Les militaires surinamiens ont beau affirmer qu'ils vont régler les problèmes économiques du pays, on a bien des exemples qui montrent de quelle façon ils s'y prennent pour cela. La privation de toute liberté est la première condition qu'ils posent. Et ensuite ils ne règlent pas plus les problèmes que d'autres.

Les espoirs ! Eh-bien ! il faut les placer ailleurs que sous la botte militaire. Tant que les travailleurs de Surinam ne prendront pas en mains eux-mêmes les affaires de Surinam, rien ne sera réglé.

NOUVELLE PRISE D'OTAGES EN AMERIQUE CENTRALE

La victoire du Front Sandiniste au Nicaragua a, sans aucun doute, contribué à renforcer la détermination des militants de tous les pays d'Amérique Centrale à s'opposer aux dictatures qui les oppriment. En effet, depuis quelques semaines, il ne se passe pas un jour sans que des évènements ne se produisent dans l'un de ces pays.
Ceux de Colombie aujourd'hui viennent après ceux de Costa Rica, du Salvador, du Mexique...

Depuis le mercredi 27 février, une trentaine de guerilleros, membres du Mouvement du 19 avril (M19) détient en otage 14 ambassadeurs à l'ambassade dominicaine de BOGOTA.

La Colombie compte environ 25 millions d'habitants et est à peu près grande comme deux fois la France. Ce pays est, comme la plupart des pays de l'Amérique Centrale, un pays où une part importante de la population vit dans le dénuement le plus total.

La masse des petits paysans vit de façon précaire sur de minuscules parcelles, alors que les grands propriétaires terriens continuent à accroître leurs latifundias. Cette situation pousse à l'exode de nombreux paysans qui, à la recherche d'un éventuel emploi, viennent gonfler le lot des chômeurs installés dans les bidon villes aux abords des grandes villes.

La Colombie est un pays «démocratique» dont le président est élu avec 18 % des voix. En réalité, c'est le règne camouflé des forces de répression, qu'elles soient officielles ou privées.

Il n'est donc pas étonnant que dans une telle situation il y ait une recrudescence de l'action des groupes de guerilleros qui s'opposent au gouvernement. L'un d'entre eux, le M19, a fait beaucoup de bruit en s'emparant de 500 armes dans un dépôt militaire de Bogota. Aujourd'hui, il semble que c'est pour faire libérer les militants arrêtés après ce premier coup que ce même M19 retient les ambassadeurs.

Le gouvernement de Colombie a choisi de négocier avec les révolutionnaires - peut-être auront-ils gain de cause - mais quelle que soit l'issue de cette prise d'otages elle ne sera qu' une étape de plus. Il y a fort à parier en effet que les révolutionnaires colombiens redoublent d'audace.

Martinique DECLARATION COMMUNE CONTRE LES INCULPATIONS DE FR3

La protestation commence à s'organiser contre les inculpations des 4 militants anticolonialistes par la direction de FR3 Martinique.

Ces 4 militants : Auguste Constant, du PCM, Pago et Ravoteur du GRS et notre camarade G. Beaujour étaient accusés par FR3 de séquestration de personnes et d'occupation illégale de locaux administratifs. La justice coloniale se rendant compte sans doute du caractère fantaisiste de l'accusation de séquestration a retenu uniquement la seconde inculpation, celle de l'occupation des locaux.

Au cours d'une réunion, il a été publié la déclaration commune suivante :

«Les organisations suivantes se sont rencontrées :
— le PPM
— le PCM (Auguste Constant empêché n'a pu participer à cette réunion, donne son accord sur ce texte au nom du PCM)
— Combat Ouvrier
— GRS
pour discuter des inculpations lancées contre :
Auguste Constant du PCM
— Gérard Beaujour de Combat Ouvrier
— Ravoteur Renée et Gilbert Pago du GRS
à propos de la manifestation du Comité de Soutien aux Jeunes de Schœlcher le mercredi 4 juillet 79 à FR3 Clairière.

Elles estiment que cette inculpation de dirigeants d'organisations anticolonialistes martiniquaises est une nouvelle manifestation de la politique répressive du gouvernement français et une tentative de division des forces anticolonialistes par le choix de quatre responsables d'organisations politiques parmi plus d'une centaine de militants présents.

Elles appellent toutes les organisations démocratiques à se mobiliser pour exiger la levée immédiate des inculpations».

Après cet appel commun, il s'agit de lancer une campagne de dénonciation du pouvoir colonial et d'y associer le maximum d'initiatives afin de faire reculer la répression.

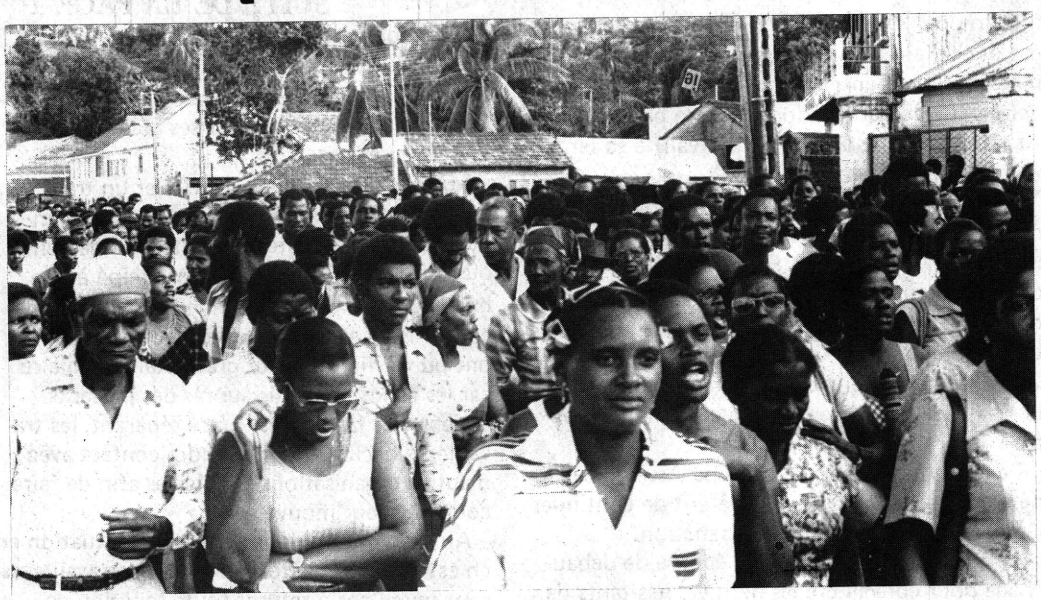
DOMINIQUE: SERAPHIN SE SENT BIEN EN PLACE

La Dominique vit dans l'attente des élections qui vont désigner une nouvelle assemblée législative. Celle-ci nommera un nouveau gouvernement en remplacement de celui de Patrick JOHN, l'ancien premier ministre qui a été renversé en juin dernier par une vaste mobilisation populaire.

En effet, la politique réactionnaire de Patrick JOHN avait dressé contre lui le peuple entier mais aussi l'ensemble des partis et organisations politiques de la Dominique. A la suite du renversement de celui-ci, M. Séraphin avait été désigné comme premier ministre intérimaire, et il était chargé d'organiser dans un bref délai des élections, pour la formation d'un nouveau gouvernement. Mais le temps passe, et le peuple dominicain et les partis se posent des questions sur les intentions réelles de Séraphin. Celui-ci semble prolonger délibérément cette situation qui au départ devait être provisoire. Mais l'impatience a déjà gagné les rangs de l'ensemble des partis politiques. Ceux-ci réclament des élections immédiates, et manifestent d'une manière ou d'une autre leur mauvaise humeur. C'est ainsi que lors du vote du budget, 13 députés n'ont pas siégé de sorte que le quorum n'a pas été atteint. D'autre part les syndicats menacent d'appeler à une grève générale si Séraphin ne décide pas d'organiser des élections immédiates.

La situation qui règne en ce moment en Dominique semble très instable. Le mécontentement grandit de sorte qu'il n'est pas impossible qu'un mouvement populaire du genre de celui qui avait renversé Patrick JOHN en juin dernier n'ait lieu.

MARTINIQUE LE MECONTENTEMENT DES OUVRIERS DE LA BANANE



La manifestation organisée le mercredi 27 février par le Parti Communiste Martiniquais à Trinité, a regroupé environ 400 ouvriers et ouvrières de la banane, venant des communes du Nord. Ces travailleurs ont fait connaître, en défilant ainsi dans les rues de Trinité, la situation dramatique dans laquelle ils se trouvent depuis le passage de David. Les grands propriétaires les ont licenciés, ou «suspendus», les journées de travail sont extrêmement rares et seulement un nombre très réduit d'entre eux (1250) touchent l'aumône de 700F accordée par le gouvernement comme secours provisoire. De plus beaucoup de békés propriétaires n'ont même pas établi la liste des ouvriers qui ont travaillé sur leurs habitations ; de ce fait, ces derniers n'ont même pas pu toucher les 700F.

Aussi le mécontentement est grand parmi ces travailleurs. Beaucoup sont absolument sans ressources et connaissent la misère complète : pas de travail, pas d'argent, pas de secours, les quelques économies épuisées. Face à cela, les gros propriétaires qui les ont licenciés reçoivent subventions sur subventions pour «fait de cyclone» ou pour abandonner la culture de la banane au profit d'une «diversification des cultures». Leur profit n'a pas baissé, bien au contraire, ils vivent toujours dans la même aisance et la même opulence, bien qu'ils se plaignent continuellement des dégats occasionnés dans les plantations par le cyclone, ceci afin de pouvoir toucher encore plus de subventions.

Les ouvriers et les ouvrières agricoles ont exprimé leur révolte et leur mécontentement profond en descendant nombreux sur Trinité pour manifester.

Même si cette manifestation visait, pour le PCM, d'autres objectifs que la simple expression du mécontentement de ces travailleurs, elle n'en a pas moins été le signe que la colère gronde dans les campagnes du Nord de la Martinique. Les travailleurs de la banane sont exédés. Beaucoup ont le sentiment de n'avoir plus rien à perdre, car ils n'ont effectivement rien gagné. L'arrogance des gros propriétaires, leur mépris vis-à-vis des travailleurs qui ont peiné pendant des années dans leurs habitations et qu'ils licencient du jour au lendemain n'a rien à envier au cynisme des anciens propriétaires d'esclaves. Dans les plantations de banane, règne encore le même genre de rapports entre exploiteurs et exploités que du temps de l'esclavage, et si les maîtres n'emploient plus le fouet, ils considèrent toujours les travailleurs comme des bêtes de somme. Les problèmes qui ont surgi du fait du cyclone, et que les gros propriétaires ont su utiliser à leur avantage, ont révélé au grand jour l'aspect purement colonial de l'exploitation des ouvriers agricoles de la banane. Beaucoup d'entre eux sont maintenant acculés au désespoir et à la révolte.

Mais les mots d'ordre lancés par le PCM lors de cette manifestation : «Ban nou 700 francs nou !» «Du travail sur les habitations !» «Non aux licenciements !», mots d'ordre repris par les travailleurs, reflétaient bien mal cette révolte. Si la colère était bien dans le ton avec lequel ces mots d'ordre étaient prononcés, et dans lesquels les travailleurs exprimaient leur indignation profonde, elle était par contre bien mal représentée par le contenu même de ces mots d'ordre. Car devant le mépris évident des gros propriétaires et du gouvernement colonial pour les revendications des travailleurs, demander quelques miettes au gouvernement ou demander aux capitalistes de la terre, un peu de travail (qu'ils ne veulent point donner puisqu'ils s'arrangent pour licencier de façon ouverte ou détournée), tout cela apparaît comme bien insuffisant et bien dérisoire.

Pour vivre sans quémander une embauche comme une faveur à un propriétaire, sans quémander une aumône gouvernementale ridiculement basse et insuffisante, les ouvriers agricoles n'ont pas intérêt à se faire des solliciteurs face aux patrons de la banane et au préfet qui les soutient. Ils ont besoin d'un revenu décent, d'un travail digne qui leur permette de subvenir à tous leurs besoins. Pour obtenir cela, ils ne doivent compter ni sur la «compréhension» des autorités coloniales, ni sur la «générosité» de la mère-patrie. C'est seulement devant la force et le nombre que ces gens-là céderont. C'est la peur qui fera que les gros propriétaires s'empresseront de satisfaire les revendications des ouvriers agricoles. C'est parce qu'ils se sentiront acculés, pris à la gorge par les travailleurs que ces riches et ces exploiteurs reculeront. Ils ne céderont que devant les effets de la colère des ouvriers.

Aussi la question qui se pose est-elle de savoir quand les travailleurs agricoles de la banane laisseront enfin exploser leur colère. La manifestation de Trinité a révélé le mécontentement profond qui les anime. Peut être ne se contenteront-ils pas dans l'avenir de demander à un patronat rapace et méprisant une misérable aumône de 700 F pour vivre !

Claire GOYA

MARTINIQUE: OUI, IL Y A DES "INCIDENTS" RACISTES

«Il n'y a pas eu d'incidents racistes !» s'est empressé de déclarer le Procureur de la République dans un communiqué. Il faisait allusion aux agressions commises simultanément au cours du mois de février au Frantel et dans les rues de Fort-de-France par de jeunes militaires français contre un maître d'hôtel martiniquais et contre des employées de la voierie de Fort-de-France.

Cet empressement à démentir le caractère racial de telles agressions est pour le moins suspect. S'il n'y a pas eu d'incidents racistes, pourquoi alors vouloir à toute force le démontrer? Cela devrait être évident pour tout le monde... Et si cela ne l'est pas, c'est qu'effectivement, dans un pays de noirs, colonisé par des blancs, les tensions raciales ne peuvent pas ne pas être exacerbées et revêtir une signification précise.

Mais s'il n'y a pas eu d'incident raciste dans ces cas-là, que dire des coups de pieds adressés par des professeurs français à des élèves martiniquais, comme cela s'est produit au CES Renan ? Que dire de la provocation montée de toutes pièces par les deux chefs français de la Socaltra contre un ouvrier martiniquais, par ailleurs dirigeant d'un syndicat, pour tenter de le licencier après l'avoir menacé et séquestré ?

Que dire des Jeunes de Schœlcher emprisonnés pendant plusieurs mois pour rien sur une fausse accusation d'agression, tandis que les véritables agresseurs, des militaires français, n'étaient pas inquiétés ? Que dire du jeune Chloë, âgé de 20 ans, qui en est mort ? Et que dire du jeune Jovignac abattu à coups de fusil par un autre militaire français ?

Est-ce donc un hasard si les agresseurs sont toujours du même côté : celui des colonisateurs, et les agressés toujours du côté des colonisés ?

Monsieur le Procureur de la République a peur de cette vérité et il a surtout peur des conséquences qu'elle entraîne. Car à force de subir les agressions des colonisateurs, il arrive un moment où la colère des colonisés explose. Et cela, Monsieur le Procureur de la République le sait très bien. Il le sait d'autant mieux qu'il fait partie du clan des colonisateurs. Son communiqué précipité n'est que la traduction et la marque de sa frayeur. Il pense pouvoir calmer les esprits à coups de communiqués, mais son geste est dérisoire. Il ne fait que montrer d'une façon plus évidente qu'il craint la colère et la riposte des agressés, c'est-à-dire en l'occurence des colonisés.

Mais dans un pays où la plupart des postes de direction sont occupés par des blancs, où les chefs sont des blancs, où les patrons sont des blancs, tandis que ceux qui peinent et souffrent sont des noirs, comment ne pourrait il pas y avoir de racisme ? Et d'où vient le racisme, si ce n'est du pouvoir colonial lui-même qui le sécrète jusque dans ses fibres les plus intimes ? Le racisme, c'est que les exploiteurs soient blancs et les exploités noirs. C'est que ceux qui jugent et condamnent soient blancs tandis que ceux qui sont jugés et condamnés sont noirs. Et c'est surtout le fait qu'une poignée de gens, qui sont blancs et français, décident pour une majorité d'autres, à leur place de ce qu'il convient de faire, et que ces autres là soient noirs et martiniquais.

Non, les agressions racistes de ces derniers jours ne sont pas le fruit du hasard ou de la malchance. Elles sont le fruit du colonialisme. Et les blancs racistes qui se permettent de donner libre cours à leur racisme en agressant et en provoquant, ceux-là ne peuvent que s'exposer à de graves retours de bâton. Quant à tous ceux qui les soutiennent, ils doivent s'attendre eux aussi à payer un jour le prix de leur racisme et de leur mépris.

M. THORIL

CHOMAGE - INFLATION BARRE ATTAQUE, AUX TRAVAILLEURS DE RIPOSTER

Cent mille chômeurs de plus en juin 80, une inflation de 20 % au moins pour l'année, voilà les prévisions des gouvernants en France. D'ailleurs pour le seul mois de janvier la hausse des prix a atteint 1,9 % comme effectivement ont pu s'en apercevoir les travailleurs, ceux qui en France ont de plus en plus de mal à terminer leur mois.

Les travailleurs de France ont le moyen de refuser de se serrer la ceinture et de payer la crise à la place des bourgeois qui en sont responsables. Ils le peuvent, mais non pas en attendant le résultat d'une éventuelle motion de censure.

Les partis socialiste et communiste montrent dans cette affaire que leurs réactions ne sont que tièdes et molles, juste pour le principe. Mais les travailleurs eux disposent d'une arme importante, la grève, pour refuser les licenciements, pour imposer les hausses de salaires indispensables face à l'inflation.

Au parlement, le parti communiste et le parti socialiste ont fait mine de protester en proposant le vote d'une motion de censure. Mais ce type de protestation, Barre s'en moque. Il a d'ailleurs fait savoir à ces partis qu'il n'avait nulle intention de changer sa politique.

Il faut dire que les choix de Barre ont du succès auprès de ceux qu'il défend, les capitalistes. Les profits de ceux-ci en France se sont accrus, alors même que c'est la crise, le chômage, la misere, pour une bonne partie de la classe ouvrière dans ce pays. En effet, Barre a tout fait pour cela : il a freiné systématiquement les augmentations de salaires et autorisé en même temps des hausses régulières de prix à la production.

Aujourd'hui, le gouvernement décide de réduire le crédit. Il sait que cela ne gènera pas les bourgeois. Les bénéfices qu'ils font leur permettent de se passer de prêts. Mais ceux qui seront touchés ce sont les travailleurs, du moins ceux qui ont encore les moyens d'acheter plus que la nourriture quotidienne. La mesure d'aujourd'hui sur le crédit vise à réduire encore davantage la consommation des exploités.

ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS

CENTRE HOSPITALIER F-DE-F LA SOLUTION PAR LE VIDE. . .

Nous subissons pendant onze mois une exploitation qui s'accentue chaque jour davantage. Ceci avant d'avoir droit à 4 malheureuses semaines de congé, à peine de quoi nous changer les idées avant de reprendre le collier. Et en plus, nous ne pouvons même pas les prendre quand nous le désirons : grandes vacances : pas possible, décembre : idem car la direction ne remplace pas, Carnaval : trop de demandes, Pâques : déjà saturé. . .

Ah, si la direction pouvait trouver un moyen de supprimer totalement les jours de fête ! Ses problèmes seraient résolus : il n'y aurait plus de vacances, plus de demandes de vacances, donc plus de refus à opposer aux travailleurs !

LES NOTES C'EST DU VENT . . .

Certains agents ont déjà reçu leur feuille de notation.

Ils se sont aperçu que la note accordée par la direction ne correspondait pas aux appréciations des chefs de service et surveillant(e)s.

Cela montre le peu de valeur de ce système de notation. . .

PAS DE TRAVAIL CUMULE A L'HOPITAL !

La direction a sorti une note de service rappelant aux agents qu'ils n'ont pas le droit de faire du «travail au noir».

Très bien. Nous prenons note et commencerons à l'appliquer tout de suite à l'hôpital même, en refusant de faire le travail des collègues absents !

MARTINIQUE CONTENTIEUX : MAIS QU'ARRIVE-T-IL A BOKASSA ?

Voyant que ses mesures de répression n'atteignent pas la sérénité des agents du Contentieux, même après le coup de la notation de fin d'année, ce commandeur d'habitation, incapable d'exploiter un dossier, pense enlever aux rédacteurs les quelques libertés concédées par Vertueux et maintenues par la sous direction dans le traitement et le suivi des dossiers.

Ce chef de service de l'ancien temps décide que désormais les rédacteurs devront se référer à lui par la voie hiérarchique pour accorder des délais.

Mais qu'on ne cherche pas après tout ça la cause de l'augmentation des dossiers en retard en fin d'année !

SOCALTRA : UNE ARDEUR A REFROIDIR !

Au service «froid», le chef d'équipe se plaint du fait qu'il y aurait, d'après lui, trop de monde dans son service, avançant le fait qu'il avait vendu moins de climatiseurs ce mois-ci que le mois dernier. C'est à croire que l'effectif de Socaltra varie selon la vente d'un ou deux climatiseurs !

Climatiseurs ou pas, nous nous échauffons quand nous entendons un tel langage !

MARTINIQUE ROND POINT : LE REFECTOIRE, UN ACCOUCHEMENT DIFFICILE.

Depuis notre arrivée au Rond-Point, il est question d'installer un réfectoire.

Pourtant par souci d'économie, la direction n'a encore rien fait.

Nous sommes obligés de prendre nos repas autour d'un bureau. . .

Pire encore l'idée d'aménager le restaurant sur la terrasse à dégringolé au sous-sol.

A ce rythme là, la direction compte-t-elle nous installer dans un petit cagibi obscur au fond de la cave désaffectée ?

UNE NOTE DE SERVICE, ÇA NE COUTE PAS CHER.

La direction a pensé aménager notre horaire avant de penser à aménager le restaurant : il est vrai que cela lui coûtait moins cher.

MUNICIPAUX DE FORT-DE-FRANCE
GREVE CONTRE LES AGRESSIONS RACISTES

Le démenti du Procureur de la République selon lequel il n'y aurait pas d'actes de racisme et les interventions courroucées du Préfet à la radio allant dans le même sens n'ont pas convaincu tout le monde. Préfet et Procureur étaient intervenus particulièrement sur un problème, celui de la dénonciation des agressions dont ont été victimes les balayeuses de la municipalité de Fort-de-France par des Français durant les nuits où elles travaillent !

Eh bien, le syndicat CGTM des municipaux de Fort-de-France dans un communiqué maintient ses affirmations et cite même des cas de viols ! Le syndicat des Municipaux appelle les travailleurs de Fort-de-France à une grève de 48 heures le samedi 8 et lundi 10 mars pour protester contre les violences dont été victimes les balayeuses et pour dénoncer les propos du Procureur de la République, qui selon un communiqué du syndicat ressemble fort à la mansuétude envers les agresseurs.

L'affaire des balayeuses de Fort-de-France est donc significative des tensions créées aux Antilles par la présence coloniale : les incidents à caractère racial se multiplient et on remarque bien souvent la part active qu'y prennent des militaires français comme les gardes mobiles qui ont roué de coups un maitre d'hôtel antillais aux Trois Ilets.

Mais il faut remarquer ici l'attitude compréhensive que rencontrent les racistes du côté de la justice : les gardes-mobiles frappeurs ont été laissés en liberté, alors que pour moins que cela, 8 jeunes Martiniquais avaient fait de la prison lors de l'affaire des Jeunes de Schœlcher ! Voilà une attitude bien claire du Procureur de la République et de la justice coloniale française, qui appliquent en la retournant la morale de la fable : «Selon que vous soyez blanc ou noir, les jugements de cour vous rendront puissant ou misérable !»

Cette attitude ne fait que renforcer encore plus la colère du peuple martiniquais contre les racistes et ceux qui, dans l'administration les soutiennent comme en témoignent les protestations actuelles.

PROVOCATION RACISTE A LA SOCALTRA

SUITE DE LA PAGE 1

contre la provocation et le racisme patronaux. Et dans une situation pareille, il est normal que les travailleurs rispostent coup pour coup. En Martinique, qui est une colonie, l'état est raciste, puisque ce sont des Français qui viennent gouverner le pays et dire ce qui est bon, juste, légal, normal ou bénéfique pour les Martiniquais.

.....

Alors messieurs Rein et Rouillon trouvent tout à fait normal d'insulter un ouvrier, de tenter de le séquestrer et de le frapper et après de le sanctionner, si possible de le licencier parce qu'il n'a pas dit «oui» quand on l'a accusé !

De tels faits doivent être connus de tous et dénoncés. Tout le monde en Martinique doit savoir que Rein et Bouillon sont des racistes, qu'incapables de réduire un ouvrier à la docilité, ils tentent de le priver de son gagne-pain ! Cela doit être connu ; car l'une des raisons de la force de ces messieurs, c'est le silence et l'anonymat dans lequel ils peuvent perpétrer leurs mauvais coups.

Aucune sanction ne sera tolérée contre l'ouvrier ! S'il y a des gens à sanctionner, c'est Rein et Rouillon pour mensonges, menaces, tentatives de séquestration et de porter des coups, comportement raciste.

A bas la provocation raciste et les provocateurs

(extraits d'un tract publié de C.O.)

LA METALLURGIE EN GREVE

SUITE DE LA PAGE 1

à Rein pour sanctionner leur camarade. Il apparut donc clairement aux yeux de tous que Rein n'était qu'un menteur, et qu'il tentait d'intimider les travailleurs en donnant une base légale (la parole de l'Inspecteur de Travail) à sa tentative de licenciement.

C'est donc plus d'une centaine d'ouvriers en colère qui est retournée sur le coup de midi à la SOCALTRA. Rein et Rouillon s'étaient cachés dans leurs bureaux. Là, les grévistes décidèrent de les bloquer et coupèrent en attendant la climatisation.

Il fallut l'intervention des gendarmes pour libérer les deux racistes, vers le coup de 17 heures !

Le lendemain matin se tint une Assemblée Générale et les travailleurs décidèrent de continuer la grève jusqu'à la levée de la sanction.

Après cela, on organisa une équipe de débauchage pour convaincre les derniers hésitants de rejoindre le mouvement, et on prépara la sortie d'un tract pour dénoncer les provocateurs racistes que sont Rein et Rouillon et pour refuser toute sanction.

L'après midi du mardi se tenait une commission paritaire à l'appel de Rein, en présence de l'Inspecteur du Travail qui montra une oreille plus que complaisante à la version de la direction. Devant la pression de la cinquantaine d'ouvriers présents au moments de la négociation, Rein fit un léger recul, et proposa 5 jours, puis 3 jours de mise à pied. C'était une nouvelle provocation envers les grévistes qui au contraire exigeaient le départ de Rouillon, le raciste le plus forcené de la bande qui sévit à la SOCALTRA. Voyant la direction toujours aussi butée, les travailleurs décidèrent de quitter la négociation, et laissèrent Rein en compagnie de ses acolytes et de l'Inspecteur du Travail.

Le mercredi 5 s'est tenue une nouvelle Assemblée Générale de la Métallurgie, car pratiquement toutes les entreprises étaient toujours en grève.

Après avoir décidé de distribuer un tract d'information aux travailleurs de la zone industrielle, les grévistes présents sont descendus à Fort-de-France et ont participé à une manifestation de rues, en lançant des slogans contre Rein et Rouillon, les deux racistes. Ils ont pu vérifier que leur grève était populaire car les échos recueillis auprès des passants étaient très favorables. En se séparant, les travailleurs décidaient de prendre contact avec d'autres organisations syndicales afin de faire connaitre leur mouvement.

Au moment où nous écrivons, la situation en est donc là : de toute façon, les travailleurs sont unanimes à refuser toute sanction de quelque type que ce soit, aussi légère soit-elle. Pour les métallos, c'est une question de principe, une question de dignité trop longtemps bafouée par les Rein et autres Rouillon. Pour donner un petit exemple de la crapulerie de Rein, ce monsieur n'a rien trouvé d'autre à faire qu'à afficher la liste des délégués à la Commission Paritaire qui lui auraient dit être d'accord avec la sanction de la mise à pied pour que le travail reprenne, ce qui n'est qu'un mensonge de plus. Les travailleurs cités sont allés rayer leur nom et la lettre a été arrachée.

Les travailleurs de la SOCALTRA, malgré toute ces provocations sont déterminés à faire reculer le patron.

Jacques BRUEL.

RHODESIE: SUCCES ELECTORAL DE LA TENDANCE LA PLUS DURE

En donnant la majorité absolue (57 sièges sur 100) à la ZANU (Zimbawe Africain National Union), le parti considéré comme le plus radical, la population du Zimbawé a donné une gifle magistrale à la minorité raciste blanche de l'ex-Rhodésie, ainsi qu'à l'impérialisme britannique qui, de fait, est de tout cœur avec les partisans de Ian Smith.

Car en fait, il ne s'agit pas d'une simple victoire électorale, mais de la victoire obtenue par plusieurs années de lutte armée, sans laquelle ces élections n'auraient jamais eu lieu.



C'est sur le terrain, par la lutte, que les noirs ont remporté la veritable victoire.

Les réactions des milieux politiques londoniens, réflétées notamment à travers la presse et la radio, sont proches de la «consternation», après la victoire de celui qu'ils appellent le «terroriste marxiste» Robert Mugabé. On pensait en effet généralement qu'il obtiendrait davantage de sièges que les autres partis, mais que, grâce à un truquage électoral, il ne pourrait gouverner seul, et aurait pu même être tenu à l'écart du pouvoir par une coalition «modérée» regroupant les autres tendances. La minorité blanche pensait que les 20 sièges dont elle dispose (soit 1 député blanc pour 4 noirs, tandis qu'il n' y a dans la population qu'un blanc pour 24 noirs) lui permettraient de contrôler un parlement où aucun des partis noirs ne disposerait de 50 sièges.

Mais la population, qui a participé au vote à plus de 90 %, a non seulement accordé 57 sièges à Mugabé, mais encore 20 autres à la ZAPU, le parti de Nkomo, l'autre leader de la guérilla; l'ancien premier ministre, l'évêque Muzorewa, qui était le favori de Ian Smith, s'est vu dénier toute représentativité avec seulement. . . 3 sièges.

UN VOTE QUI EXPRIME UNE VOLONTE DE CHANGEMENT REEL.

Ce qui s'est traduit sur le plan électoral par 57 % des sièges au parlement, c'est bien plus qu'une simple victoire électorale. C'est le signe d'une puissante volonté chez l'écrasante majorité du peuple noir de Rhodésie (Zimbawé) de mettre fin définitivement au règne de la minorité raciste. C'est l'expression d'une volonté farouche de bâtir une vie nouvelle, de retrouver la dignité bafouée par des années d'humiliations racistes.

Cette victoire électorale du parti le plus décidé, celui qui combattait les armes à la main contre l'Etat raciste, signifie que les masses populaires des villes et des campagnes veulent que le changement de situation soit légal.

Cela veut dire que les dirigeants de la ZANU FP (parti de Mugabé) devront rendre des comptes à tout un peuple des mesures qu'il prendra dans les jours qui viennent.

Cela d'autant plus que les villes ont voté massivement pour le parti de Mugabé.

JUSQU'OU IRA MUGABE ?

Que va-t-il se passer maintenant ? Le nouveau gouvernement - s'il est mis en place - avec Mugabé à sa tête prendra-t-il des mesures qui donnent satisfaction aux masses populaires rodhésiennes, paysannes en grande partie qui réclament la terre.

Mugabé s'appuiera-t-il sur les masses pour mettre fin aux privilèges de la minorité raciste ? Appellera-t-il aux armes la population pour faire face au danger que représente toujours l'armée rodhésienne ?

Ces questions sont vitales pour l'avenir. Car même si de par la direction politique qu'elles se sont données les masses noires de Zimbawé ne pourront mettre fin qu'aux privilèges racistes et économiques les plus évidents : la mainmise des blancs sur la majeure partie du territoire agricole, notamment, elles ne pourront être sûres d'y parvenir qu'à la condition de désarmer définitivement les blancs racistes qui contrôlent encore une armée rodhésienne puissante.

Cela d'autant plus que les troupes de Mugabé se trouvent pour une bonne partie immobilisées dans des camps, désarmées.!

LES ATOUTS DE LA MINORITE BLANCHE

La minorité blanche a encore bien des atouts dans son jeu, atouts qui lui ont été fournis en grande partie par Mugabé lui même. Il est difficile d'apprécier dans quelle mesure le compromis passé avec le chef de la minorité blanche, Ian Smith, était ou pas un calcul de celui-ci pour ne pas tout perdre ou une ruse qui cache encore de mauvais coups.

En effet, ces élections, qui ne constituent pas une fin en soi, sont le résultat d'un compromis entre Mugabé et Nkomo, leaders des guerilleros noirs, avec la minorité blanche, sous l'égide de l'impérialisme britannique. Ces derniers ont exigé, pour la tenue d'élections, des conditions draconiennes, et notamment le désarmement d'une grande partie des troupes de guerilleros, et leur regroupement dans des camps. Dans le même temps, l'armée rodhésienne sous le contrôle des blancs continuait «d'assurer l'ordre», ce qui s'est traduit par un certain nombre d'incidents, parfois sanglants, avec les hommes de Mugabé et Nkomo qui rechignaient (et on les comprend) à remettre leurs armes.

Cette concentration et ce désarmement partiel des guerilleros met l'armée contrôlée par les racistes dans une position favorable, au cas où ils décideraient de remettre en cause par les armes le résultat des élections.

Une autre menace, et de taille, pèse sur la population du Zimbawé : il s'agit de l'Afrique du Sud, dont des troupes, sous prétexte de «garder un pont» continuaient à stationner en territoire rhodésien, présence sur laquelle les représentants de l'impérialisme britannique ont pudiquement fermé les yeux. Le régime raciste de Prétoria ne voit certainement pas d'un bon œil la victoire éclatante de Mugabé, qui pourrait donner des idées aux noirs sud-africains cruellement surexploités.

Selon certaines informations, Mugabé aurait trouvé le moyen «d'écarter» ces deux dangers: en ce qui concerne la minorité blanche armée, en promettant à son chef, le général Walls, qu'il le maintiendrait à la tête de la nouvelle armée du Zimbawé ; en ce qui concerne l'Afrique du Sud, en négociant un accord secret aux termes duquel l'un et l'autre pays s'engagent à ne pas s'ingérer dans les affaires du voisin.

Quelles que soient les intentions de Mugabé, cette pratique de la diplomatie secrète ne laisse augurer rien de bon : car de tels accords, passés derrière le dos du peuple qui l'a porté au pouvoir, se font aussi contre lui. Mugabé, révolutionnaire soi disant «marxiste», en annonçant dès le départ qu'il est pour la «réconciliation nationale», et qu'il n'a pas l'intention de nationaliser les biens privés, ni d'effectuer une réforme agraire trop radicale, donne des gages à la minorité blanche et à l'impérialisme. Or, ces derniers continuent de posséder le véritable pouvoir : le pouvoir économique, celui d'exploiter dans l'agriculture et dans les mines des centaines de milliers d'hommes.

LES MASSES PEUVENT ALLER PLUS LOIN QUE LES DIRIGEANTS NATIONALISTES.

Si le gouvernement de Mugabé refuse de s'attaquer même partiellement à ce pouvoir-là, et se sert de son prestige de chef de la guérilla pour faire accepter à la population noire la perpétuation du même système sous d'autres formes, alors la lutte menée depuis des années devra continuer. Car Mugabé, aujourd'hui, a le choix entre se lancer dans les combines politiques avec les racistes, ou s'appuyer résolument sur la population. On ne saurait dire, à l'heure où nous écrivons, si celui qui a dirigé la lutte pendant des années acceptera de mener jusqu'au bout le combat qu'il a commencé, c'est-à-dire s'il s'en prendra aux privilèges économiques de la minorité blanche. Quoiqu'il en soit, le peuple de Zimbawé, qui a su contraindre la minorité blanche à abandonner le pouvoir politique, qui a su lutter les armes à la main pour imposer ses droits, n'acceptera pas sans doute que ses dirigeants abandonnent en chemin. Et ni l'Afrique du Sud, ni les racistes ne pourront en venir à bout s'il est déterminé à vaincre, et à obtenir un changement réel de ses conditions de vie, sans lequel il ne saurait y avoir même le début d'une véritable liberté.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728